**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MASKINONGÉ
MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINT-BARNABÉ**

Lundi 5 mai 2025

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé, tenue ce lundi 5 mai 2025, entre 19 h 33 et 20 h 52, à la salle des délibérations de l'hôtel de ville.

Ouverture de la réunion et vérification du quorum :

La séance est présidée par monsieur le maire Guillaume Laverdière qui souhaite la bienvenue aux personnes présentes.

Outre monsieur Laverdière, sont également présents :

M^{me} Johanne Gélinas, conseillère au siège numéro 2;
M. Mario Massicotte, conseiller au siège numéro 4;
M. Jimmy Gélinas, conseiller au siège numéro 5;
M^{me} Shanon Duhaime, conseillère au siège numéro 6.

Monsieur Philippe Lafrenière conseiller au siège numéro 1 est absent.

Le siège numéro 3 est vacant.

Monsieur Martin Beaudry, greffier-trésorier, assiste à la rencontre et fait fonction de secrétaire de la réunion.

Monsieur le Maire constate que le quorum nécessaire à la tenue de la réunion est correctement constitué et que les délibérations peuvent débiter.

RÉSOLUTION NUMÉRO : 105-05-25

Adoption de l'ordre du jour :

Monsieur le Maire vérifie auprès des membres du conseil municipal s'ils ont été en mesure de prendre connaissance de l'ordre du jour suivant de la réunion, qui leur a été rendu disponible avec tous les autres documents nécessaires à la rencontre, le vendredi 4 avril dernier.

Saint-Barnabé, le 2 mai 2025

Madame,
Monsieur,

J'ai le plaisir de vous convoquer à la prochaine séance ordinaire du conseil municipal de la Paroisse de Saint-Barnabé, qui se tiendra le lundi 5 mai prochain, à 19 h 30, à la salle des délibérations de l'hôtel de ville.

Ordre du jour

AFFAIRES COURANTES

1. Ouverture de la réunion et vérification du quorum;
2. Présentation et adoption de l'ordre du jour;
3. Adoption des procès-verbaux suivants :
  - a) Séance ordinaire du 7 avril 2025;
  - b) séance extraordinaire du 14 avril 2025;
  - c) séance extraordinaire du 24 avril 2025.
4. Présentation de la mairesse suppléante pour les mois de mai, juin et juillet 2025 (madame Johanne Gélinas, en vertu de la résolution numéro 169-12-97 du 1^{er} décembre 1997 – volume 27, page 201);
5. Dépôt de la liste de la correspondance reçue au nom du conseil municipal entre le 5 et le 28 avril 2025;
6. Lecture et dépôt d'une lettre envoyée par le Sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation concernant le mandat de l'observateur nommé par la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation pour la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé ainsi que certaines directives;

FINANCES

7. Dépôt des rapports financiers et autorisation de paiements des comptes à payer;

GESTION DU PERSONNEL

SÉCURITÉ PUBLIQUE

HYGIÈNE DU MILIEU

8. Demande d'autorisation de la MRC de Maskinongé pour la remise en état du cours d'eau Mélançon sur le lot 2 939 650;

LOISIRS ET CULTURE

9. Majoration du montant de remboursement de la subvention pour les activités sportives à l'extérieur de la Municipalité (point reporté de la séance ordinaire du 10 mars 2025 et de la séance ordinaire du 7 avril 2025);

AUTRES SUJETS

10. Modification du calendrier des séances du conseil municipal;

11. Dépôt du *Rapport d'approbation des États financier de l'Office Municipal d'Habitation Anna-Milot pour l'année 2022*;
12. Fermeture des bureaux administratifs de la Municipalité du 21 juillet au 1^{er} août 2025;
13. Projet d'entente ente la Municipalité et le ministère des Transports du Québec concernant l'élargissement du trottoir et le remplacement de la glissière par des bollards;
14. Achat de mesures d'atténuation pour les rues Pellerin, Bellerive et pour l'avenue de Saint-Thomas-de-Caxton;
15. Demande d'autorisation pour la tenue de l'activité Super 4x4 Mauricie;
16. Demande de pompiers et de financement pour l'activité du Super 4x4;
17. Félicitation à madame Odette Gélinas pour sa participation au Marathon de Boston;
18. Sujet(s) apporté(s) par les membres du conseil :
  - a) Avis de motion concernant un règlement modifiant le règlement 369-21 afin de réduire la délégation du pouvoir de dépenser attribuée au directeur général à 5 000 \$ et de lui retirer le pouvoir de procéder à l'engagement de fonctionnaire ou d'employé – monsieur le conseiller Mario Massicotte;
  - b)
  - c)
19. Questions diverses;
20. Période de questions;
21. Clôture de la séance.

**/S/ Martin Beaudry
Greffier-Trésorier**

Tous les membres du conseil affirment l'avoir reçu et en avoir pris connaissance.

Sur proposition de madame la conseillère Johanne Gélinas, appuyée par monsieur le conseiller Mario Massicotte, il est résolu par ce conseil que l'ordre du jour de cette séance ordinaire du 5 mai 2025 soit adopté sous réserve de l'application des dispositions prévues à l'article 148 du *Code municipal*.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Adoption des procès-verbaux suivants :

- a) Séance ordinaire du 7 avril 2025;
  - b) séance extraordinaire du 14 avril 2025;
  - c) séance extraordinaire du 24 avril 2025.
-

RÉSOLUTION NUMÉRO : 106-05-25

Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 7 avril 2025 :

Le greffier-trésorier a complété la rédaction du procès-verbal de la séance ordinaire du 7 avril 2025. Le document a été transmis à tous les membres du conseil, le 2 mai 2025.

Tous affirment avoir pris connaissance du procès-verbal.

EN CONSÉQUENCE

Sur proposition de madame la conseillère Johanne Gélinas, appuyée par madame la conseillère Shanon Duhaime, il est résolu par ce conseil que le procès-verbal de la séance ordinaire du 7 avril 2025 soit approuvé et signé par le maire et le greffier-trésorier.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉSOLUTION NUMÉRO : 107-05-25

Adoption du procès-verbal de la séance extraordinaire du 14 avril 2025 :

Le greffier-trésorier a complété la rédaction du procès-verbal de la séance extraordinaire du 14 avril 2025. Le document a été transmis à tous les membres du conseil, le 2 mai 2025.

Tous affirment avoir pris connaissance du procès-verbal.

EN CONSÉQUENCE

Sur proposition de monsieur le conseiller Jimmy Gélinas, appuyée par madame la conseillère Shanon Duhaime, il est résolu par ce conseil que le procès-verbal de la séance extraordinaire du 14 avril 2025 soit approuvé et signé par le maire et le greffier-trésorier.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉSOLUTION NUMÉRO : 108-05-25

Adoption du procès-verbal de la séance extraordinaire du 24 avril 2025 :

Le greffier-trésorier a complété la rédaction du procès-verbal de la séance extraordinaire du 24 avril 2025. Le document a été transmis à tous les membres du conseil, le 2 mai 2025.

Tous affirment avoir pris connaissance du procès-verbal.

EN CONSÉQUENCE

Sur proposition de madame la conseillère Johanne Gélinas, appuyée par monsieur le conseiller Mario Massicotte, il est résolu par ce conseil que le procès-verbal de la séance extraordinaire du 24 avril 2025 soit approuvé et signé par le maire et le greffier-trésorier.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Présentation de la mairesse suppléante pour les mois de mai, juin et juillet 2025 (madame Johanne Gélinas, en vertu de la résolution numéro 169-12-97 du 1^{er} décembre 1997 – volume 27, page 201) :

Conformément aux dispositions de la résolution numéro 169-12-97, adoptée lors de la séance ordinaire du 1^{er} décembre 1997, Johanne Gélinas, conseillère au siège numéro 2, occupera la fonction de mairesse suppléante pour les mois de mai, juin et juillet 2025.

Cette résolution a été adoptée suivant les dispositions de l'article 116 du *Code municipal* et propose une rotation trimestrielle en ce qui a trait à la nomination du représentant municipal qui doit occuper cette charge, suivant le numéro de siège qu'il occupe à la table du conseil municipal.

Dépôt de la liste de la correspondance reçue au nom du conseil municipal entre le 5 et le 28 avril 2025 :

Le greffier-trésorier dépose la liste de la correspondance reçue au nom du conseil municipal entre le 5 et le 28 avril 2025.

RÉSOLUTION NUMÉRO : 109-05-25

Réception du dépôt de la liste de la correspondance reçue au nom du conseil municipal entre le 5 et le 28 avril 2025 :

Sur proposition de monsieur le conseiller Jimmy Gélinas, appuyée par monsieur le conseiller Mario Massicotte, il est résolu à l'unanimité par les membres du conseil municipal de recevoir le dépôt de la liste de la correspondance pour la période du 5 au 28 avril 2025.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Lecture et dépôt d'une lettre envoyée par le Sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation concernant le mandat de l'observateur nommé par la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation pour la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé ainsi que certaines directives :

Le directeur général de la Municipalité, monsieur Martin Beaudry, procède à la lecture et au dépôt d'une lettre envoyée par le Sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation concernant le mandat de l'observateur nommé par la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation pour la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé ainsi que certaines directives.

RÉSOLUTION NUMÉRO : 110-05-25

Recevant le dépôt d'une lettre envoyée par le Sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation concernant le mandat de l'observateur nommé par la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation pour la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé ainsi que certaines directives :

CONSIDÉRANT QUE le Sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation a fait parvenir au Directeur général de la Municipalité une lettre concernant le mandat de l'observateur nommé par la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation pour la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé ainsi que certaines directives;

CONSIDÉRANT QUE cette lettre a été reçue le 8 avril 2025 aux bureaux de la Municipalité;

CONSIDÉRANT QUE, comme le lui demande le Sous-ministre, le directeur général a fait lecture de cette lettre lors de la présente séance du conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE le directeur général a déposé cette lettre lors de la présente séance.

EN CONSÉQUENCE

Sur proposition de monsieur le conseiller Jimmy Gélinas, appuyée par madame la conseillère Johanne Gélinas, il est résolu par ce conseil ce qui suit, à savoir :

QUE le préambule de la présente résolution en fait partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit.

QUE le conseil municipal de la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé reçoit le dépôt d'une lettre adressée au directeur général de la municipalité par le Sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation concernant le mandat de l'observateur nommé par la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation pour la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé ainsi que certaines directives.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉSOLUTION NUMÉRO : 111-05-25

Mandat au directeur général de mettre en application les directives et recommandations du sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation formulées dans la lettre qu'il a fait parvenir le 8 avril 2025 :

CONSIDÉRANT QUE le Sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation a fait parvenir au Directeur général de la Municipalité, le 8 avril dernier, une lettre dans laquelle il formule les directives suivantes :

- Que le directeur général recoure temporairement à du soutien professionnel externe indépendant aux fins d'opérer le redressement administratif et financier pour les années 2022, 2023 et 2024;
- Que le conseil municipal de la Municipalité devra avoir donné d'ici le 13 juin 2025, un contrat à une telle ressource et en transmettre copie à monsieur Girard, observateur nommé par la Ministre.

CONSIDÉRANT QUE conformément à l'article 14 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, de Régions et de l'Occupation du territoire*, le conseil municipal doit se conformer à cette directive et prendre les mesures prescrites;

EN CONSÉQUENCE

Sur proposition de monsieur le conseiller Jimmy Gélinas, appuyée par madame la conseillère Johanne Gélinas, il est résolu par ce conseil ce qui suit, à savoir :

QUE le préambule de la présente résolution en fait partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit.

QUE le conseil municipal de la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé donne mandat au directeur général de la Municipalité de mettre en application les directives et recommandations formulées dans la lettre que le Sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation a fait parvenir le 8 avril 2025.

QUE le conseil municipal de la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé prenne l'engagement de se conformer aux directives et recommandations formulées dans ladite lettre.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Dépôt des rapports financiers et autorisation de paiements des comptes à payer :

Le Greffier-Trésorier procède au dépôt des rapports financiers et de la liste des comptes à payer.

RÉSOLUTION NUMÉRO : 112-05-25

Autorisation de paiement de la liste des comptes à payer :

Il est proposé par monsieur le conseiller Jimmy Gélinas, appuyée par monsieur le conseiller Mario Massicotte, d'approuver le paiement de la liste des comptes à payer.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉSOLUTION NUMÉRO : 113-05-25

Réception du dépôt de la liste des salaires courants versés entre le 1^{er} et le 30 avril 2025 :

Sur proposition de monsieur le conseiller Jimmy Gélinas, appuyée par madame la conseillère Johanne Gélinas, il est résolu de recevoir le dépôt de la liste des salaires courants versés entre le 1^{er} et le 30 avril 2025.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal.

Aucun membre du conseil municipal ne vote en faveur de l'adoption de cette résolution

Sont contre l'adoption de cette résolution

Madame la conseillère Johanne Gélinas
Monsieur le conseiller Mario Massicotte
Madame la conseillère Shanon Duhaime
Monsieur le conseiller Jimmy Gélinas

Monsieur le Maire peut exprimer son vote à l'égard de cette résolution comme l'y autorise l'article 161 du *Code municipal*, mais il s'en abstient.

PROPOSITION REJETÉE À L'UNANIMITÉ

Demande d'autorisation de la MRC de Maskinongé pour la remise en état du cours d'eau Mélançon sur le lot 2 939 650 :

RÉSOLUTION NUMÉRO : 114-05-25

Autorisant la MRC de Maskinongé à procéder aux travaux de remise en état du cours d'eau Mélançon sur le lot 2 939 650 :

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Maskinongé doit procéder à des travaux de remise en état du cours d'eau Mélançon sur le lot 2 939 650 et en a dûment informé la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé;

EN CONSÉQUENCE

Sur proposition de monsieur le conseiller Jimmy Gélinas, appuyée par monsieur le conseiller Mario Massicotte, il est résolu par ce conseil ce qui suit, à savoir :

QUE le préambule de la présente résolution en fait partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit.

QUE le conseil municipal de la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé s'engage à taxer le citoyen responsable du manquement ayant occasionné ces travaux pour les frais encourus par la MRC à la réception de la facture émise par cette dernière.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Majoration du montant de remboursement de la subvention pour les activités sportives à l'extérieure de la Municipalité (point reporté de la séance ordinaire du 10 mars 2025 et de la séance ordinaire du 7 avril 2025) :

RÉSOLUTION NUMÉRO : 115-05-25

Modification à la résolution numéro 055-04-15, du 7 avril 2015 (volume 43, page 247) concernant la Politique qui vise le remboursement des frais ou d'une partie des frais engagés pour la participation de tout enfant mineur inscrit à une activité sportive, de loisir ou culturelle qui n'est pas offerte par le Service des loisirs de la Municipalité :

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal désire inciter sa population à pratiquer diverses activités sportives et culturelles, en accentuant l'accessibilité aux services offerts ainsi qu'en offrant aux gens l'opportunité de bénéficier d'un Programme d'aide financière afin qu'ils puissent bouger, sociabiliser et pratiquer leurs loisirs favoris;

CONSIDÉRANT QUE les frais occasionnés par de telles activités ont considérablement augmenté depuis la dernière modification de la politique de la Municipalité en cette matière;

CONSIDÉRANT QUE le conseil est d'avis qu'il y a lieu de modifier les montants accordés lors de la mise en place de la Politique (résolution 055-04-15 du 7 avril 2015 volume 43, page 247) visant le remboursement des frais ou d'une partie des frais engagés pour la participation de tout enfant mineur inscrit à une activité sportive, de loisir ou culturelle qui n'est pas offerte par le Service des loisirs de la Municipalité;

EN CONSÉQUENCE

Sur proposition de madame la conseillère Johanne Gélinas, appuyée par madame la conseillère Shanon Duhaime, il est résolu par ce conseil ce qui suit, à savoir :

QUE le préambule de la présente résolution en fait partie intégrante.

QUE la présente résolution abroge et remplace la résolution 028-02-19 adoptée le 4 février 2019 (volume 47, page 96).

QUE seuls les paragraphes 1 à 3 de la partie **SUBVENTION** soient modifiés comme suit

Subvention

La Municipalité rembourse un montant maximal de 75 \$ par enfant pour sa participation à une activité reconnue admissible aux fins de la présente Politique.

La Municipalité reçoit les demandes et rembourse les demandeurs jusqu'à ce que le montant consacré à ce chapitre lors de l'élaboration des prévisions budgétaires de l'exercice financier auquel elles se rapportent soit atteint.

Un montant maximum de 150 \$ par enfant par année civile peut être accordé dans le cadre de la présente Politique, représentant un maximum de deux activités admissibles aux fins du programme.

Pour le reste, la résolution demeure inchangée

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Modification du calendrier des séances du conseil municipal :

RÉSOLUTION NUMÉRO : 116-05-25

Modification de la date pour la tenue de la séance ordinaire du conseil municipal de la Paroisse de Saint-Barnabé pour le mois d'août 2025 :

CONSIDÉRANT les articles 148 et 148.01 du *Code municipal du Québec* :

« Art. 148. Le conseil d'une municipalité régionale de comté tient une séance ordinaire au moins une fois tous les deux mois, dont une le quatrième mercredi de novembre. Celui d'une municipalité locale tient une séance ordinaire au moins une fois par mois.

Le conseil établit, avant le début de chaque année civile, le calendrier de ses séances ordinaires pour cette année en fixant le jour et l'heure du début de chacune.

Il peut cependant décider qu'une séance ordinaire débutera au jour et à l'heure qu'il précise plutôt que conformément au calendrier.

Art. 148.0.1. Le greffier-trésorier donne un avis public du contenu du calendrier.

Il donne également un tel avis à l'égard de toute séance ordinaire dont le jour ou l'heure du début n'est pas celui que prévoit le calendrier. »

CONSIDÉRANT QUE ce Conseil a adopté le calendrier des séances ordinaires du conseil municipal de la Paroisse de Saint-Barnabé pour l'année 2025 par la résolution 272-12-24 du 9 décembre 2024 (volume 52, page 351);

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité doit revoir ce calendrier afin de tenir compte des horaires du personnel pendant les vacances de la construction;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité désire respecter son règlement 205-96 concernant la régie interne des séances du conseil de la municipalité de Saint-Barnabé, le déroulement de celles-ci ainsi que le maintien de l'ordre et du décorum lors de ces réunions;

EN CONSÉQUENCE

Sur proposition de madame la conseillère Johanne Gélinas, appuyée par monsieur le conseiller Mario Massicotte, il est résolu par ce Conseil ce qui suit, à savoir :

QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit.

QUE nonobstant le calendrier des séances ordinaires du conseil municipal de la Paroisse de Saint-Barnabé adopté le 9 décembre 2024 par la résolution 272-12-24, la séance ordinaire de ce Conseil pour le mois d'août 2025 soit tenue le 11 août à 19 h 30.

QUE le greffier-trésorier publie un avis public afin d'en informer les citoyens de la Municipalité ainsi que toutes les personnes intéressées et concernées.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Dépôt du Rapport d'approbation des États financier de l'Office Municipal d'Habitation Anna-Milot pour l'année 2022 :

RÉSOLUTION NUMÉRO : 117-05-25

Réception du dépôt du rapport d'approbation des États financiers de l'Office d'Habitation Anna-Milot pour l'année 2022 :

Il est résolu, sur proposition de monsieur le conseiller Jimmy Gélinas, appuyée par madame la conseillère Johanne Gélinas que le conseil municipal de la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé reçoive le dépôt du rapport d'approbation des états financiers de l'Office d'habitation Anna-Milot pour l'année 2022.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Fermeture des bureaux administratifs de la Municipalité du 21 juillet au 1^{er} août 2025 :

Le directeur général et greffier-trésorier informe le Conseil à savoir que les bureaux administratifs de la Municipalité seront fermés du 21 juillet au 1^{er} août inclusivement.

Projet d'entente entre la Municipalité et le ministère des Transports du Québec concernant l'élargissement du trottoir et le remplacement de la glissière par des bollards :

RÉSOLUTION NUMÉRO : 118-05-25

Autorisant le directeur général à conclure et à signer une entente avec le ministère des Transports du Québec pour l'installation de bollards et l'élargissement du trottoir devant le bureau de poste :

CONSIDÉRANT QUE depuis 2021 trois accidents routiers ont endommagé la glissière sise devant le bureau de poste;

CONSIDÉRANT QUE cette voie de circulation, la route 153, est la propriété du ministère des Transports du Québec;

CONSIDÉRANT QUE la glissière endommagée est aussi la propriété du ministère des Transports du Québec;

CONSIDÉRANT QUE le ministère des Transports du Québec n'a pas, à ce jour, procédé à la réparation et au remplacement de la glissière endommagée;

CONSIDÉRANT QUE ce Conseil a adopté la résolution 252-12-22 le 5 décembre 2022 et la résolution 166-06-23 le 6 juin 2023, toutes deux demandant au ministère des Transports du Québec de procéder avec diligence aux travaux de réparation ou de remplacement de cette glissière;

CONSIDÉRANT QU'une rencontre a eu lieu le 2 avril 2025 entre les représentants du ministère des Transports du Québec et la direction de la Municipalité afin d'étudier les possibilités de résolutions satisfaisantes pour ce dossier;

CONSIDÉRANT QUE le ministère des Transports du Québec a fait valoir, lors de cette rencontre, que les glissières ne sont pas l'outil approprié pour répondre au besoin de sécurité des immeubles et des piétons à cet emplacement et qu'il serait plus efficient d'y installer des bollards;

CONSIDÉRANT QUE le ministère des Transports s'est montré intéressé à défrayer le coût d'achats des bollards nécessaires et de bollards supplémentaires pour le remplacement le cas échéant;

CONSIDÉRANT QU'en contrepartie la Municipalité réaliserait l'élargissement du trottoir nécessaire à cet emplacement ainsi que de l'installation et le remplacement des bollards le cas échéant;

EN CONSÉQUENCE

Sur proposition de monsieur le conseiller Jimmy Gélinas, appuyée par monsieur le conseiller Mario Massicotte, il est résolu par ce Conseil ce qui suit, à savoir :

QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit.

QUE le directeur général et greffier-trésorier est et soit mandaté afin de conclure et de signer une entente avec le ministère des Transports du Québec pour l'installation de bollards et pour l'élargissement du trottoir devant le bureau de poste.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Achat de mesures d'atténuation pour les rues Pellerin, Bellerive et pour l'avenue de Saint-Thomas-de-Caxton :

RÉSOLUTION NUMÉRO : 119-05-25

Autorisant l'achat de mesures d'atténuation pour les rues Pellerin, Bellerive et pour l'avenue de Saint-Thomas-de-Caxton :

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé a à cœur la sécurité de ces concitoyens;

CONSIDÉRANT QUE des résidents de la municipalité ont signalé certains comportements autoroutiers dangereux sur les rues Pellerin, Bellerive et sur l'avenue de Saint-Thomas-de-Caxton;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a prévu des crédits destinés à l'achat de nouvelles mesures d'atténuation de la circulation routière lors de l'adoption du Budget municipal pour l'année 2025;

EN CONSÉQUENCE

Sur proposition de madame la conseillère Johanne Gélinas, appuyée par monsieur le conseiller Mario Massicotte, il est résolu par ce Conseil ce qui suit, à savoir :

QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit.

QUE le conseil municipal demande au directeur général de procéder à l'achat et à l'installation de nouvelles mesures d'atténuation de la circulation destinées aux rues Pellerin, Bellerive et sur l'avenue de Saint-Thomas-de-Caxton.

QUE le montant autorisé pour ces achats ne doive par excéder la somme de 6 000\$.

QUE cette dépense sera payée par les activités financières courantes de la Municipalité, à la fonction « Transport », à l'activité « Circulation et stationnement », sous l'objet « Plaques de rues, circulation » (02.350.00.641).

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Demande d'autorisation pour la tenue de l'activité Super 4x4 Mauricie :

RÉSOLUTION NUMÉRO : 120-05-25

Autorisant la tenue de l'activité Le Super 4x4 :

CONSIDÉRANT QU'une demande écrite a été présentée à la Municipalité pour la tenue d'une activité qui aura lieu les 30 et 31 août et 2025;

CONSIDÉRANT QUE cette activité est Le Super 4x4 Mauricie;

CONSIDÉRANT QUE cette activité aura lieu sur le terrain situé derrière le 740, chemin de la Grande-Rivière;

CONSIDÉRANT QUE les organisateurs de l'événement comptent demander un permis d'alcool;

CONSIDÉRANT QU'une autorisation écrite de la Municipalité est nécessaire afin que les organisateurs de cet événement puissent obtenir un permis d'alcool;

EN CONSÉQUENCE

Sur proposition de madame la conseillère Johanne Gélinas, appuyée par madame la conseillère Shanon Duhaime, il est résolu par ce conseil ce qui suit, à savoir :

QUE le préambule de la présente résolution en fait partie intégrante.

QUE le conseil municipal de la municipalité de la Paroisse Saint-Barnabé accueille favorablement cette demande et autorise la tenue de cet événement.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Demande de pompiers et de financement pour l'activité du Super 4x4 :

RÉSOLUTION NUMÉRO : 121-05-25

Accordant une aide financière et la présence de deux pompiers pour l'activité du Super 4x4 Mauricie :

CONSIDÉRANT QU'une demande d'aide financière a été formulée à la Municipalité par l'organisation du Super 4x4 Mauricie;

CONSIDÉRANT QUE cette organisation a aussi fait la demande de la présence de deux pompiers tout au long de l'événement qui se tiendra les 30 et 31 août 2025;

CONSIDÉRANT QUE des sommes ont été prévues à cette fin dans le budget municipal de l'année 2025.

EN CONSÉQUENCE

Sur proposition de monsieur le conseiller Mario Massicotte, appuyée par madame la conseillère Shanon Duhaime, il est résolu par ce conseil ce qui suit, à savoir :

QUE le préambule de la présente résolution en fait partie intégrante.

QUE le conseil municipal de la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé accorde une aide financière de mille deux cents dollars (1 200 \$) à l'organisation du Super 4x4 Mauricie.

QUE cette somme sera versée à partir des activités financières courantes de la Municipalité, à la fonction « Administration générale », à l'activité « Autres », sous l'objet « Cotisations et subventions des associations » (02.190.00.494).

QUE le conseil municipal de la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé autorise la présence de deux pompiers tout au long de l'événement.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Félicitation à madame Odette Gélinas pour sa participation au Marathon de Boston :

RÉSOLUTION NUMÉRO : 122-05-25

Félicitant madame Odette Gélinas pour sa participation au Marathon de Boston :

Il est unanimement proposé et appuyé et il est unanimement résolu par le conseil municipal de la municipalité de la Paroisse de Saint-Barnabé de féliciter madame Odette Gélinas pour sa participation au Marathon de Boston.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Sujet(s) apporté(s) par les membres du conseil :

Avis de motion concernant un règlement modifiant le règlement 369-21 afin de réduire la délégation du pouvoir de dépenser attribuée au directeur général à 5 000 \$ et de lui retirer le pouvoir de procéder à l'engagement de fonctionnaire ou d'employé – monsieur le conseiller Mario Massicotte :

Il est, par la présente, donné avis de motion, par monsieur le conseiller Mario Massicotte, que sera adopté, à une séance subséquente, un règlement modifiant le règlement 369-21 afin de réduire la délégation du pouvoir de dépenser attribuée au directeur général à 5 000 \$ et de lui retirer le pouvoir de procéder à l'engagement d'un fonctionnaire ou d'un employé.

Questions diverses :

Monsieur le conseiller Jimmy Gélinas demande qu'un point concernant la parade du Super 4x4 soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine séance ordinaire.

Il propose aussi qu'une rencontre ait lieu entre le comité organisateur de la parade et la direction de la municipalité afin d'identifier des voies de réalisation possibles pour cet événement.

Monsieur le conseiller Mario Massicotte précise qu'il considère que ce genre d'activités ne relève pas de la Municipalité selon lui et que si cette parade a lieu, il leur demande de ne pas passer devant chez lui et d'aller n'importe où ailleurs.

Madame la conseillère Johanne Gélinas aimerait que l'on inscrive un point concernant la réglementation pour les animaux dangereux à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Période de questions :

Conformément à l'article 27 du règlement numéro 205-96, les personnes présentes dans l'auditoire s'adressent aux membres du conseil municipal afin d'obtenir des informations et des réponses sur différentes questions d'intérêt municipal.

RÉSOLUTION NUMÉRO : 123-05-25

Clôture de l'assemblée :

À 20 h 52, les sujets à l'ordre du jour étant épuisés, sur proposition de monsieur le conseiller Jimmy Gélinas, appuyée par madame la conseillère Johanne Gélinas, il est résolu que la séance soit levée.

=====

Conformément à l'article 164 du *Code municipal*, Monsieur le Maire soumet cette résolution au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres présents du conseil approuvent l'adoption de cette résolution.

RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Guillaume Laverdière
Maire

Martin Beaudry
Greffier-Trésorier

Je, GUILLAUME LAVERDIÈRE, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142(2) du *Code municipal*.

Guillaume Laverdière
Maire